

Un nouveau citoyen

Suite de la première page

Indifférence, dégoût, mépris même, ces mots reviennent dans la plupart des diagnostics. Ailleurs, dans les pays nouveaux venus à la démocratie, celle-ci aurait, paraît-il, la séduction d'un rêve. Chez nous, chez beaucoup de nos voisins, l'âge aurait produit ses effets. Usée, épuisée, capable encore de caprices et de colères, notre démocratie serait une très vieille dame. Le mieux ne serait-il pas de tenter de vivre sans s'en occuper ?

II. - Mais on peut faire des dernières élections - et de l'état de la démocratie en France - une tout autre lecture : qui ne se nourrirait pas forcément de notre mauvaise humeur, et ne la nourrirait pas.

Souvenons-nous d'abord, au risque de quelques banalités, que le monde où meurent et naissent les Français d'aujourd'hui a changé en quarante ans plus peut-être qu'en plusieurs siècles. Tout a été dit sur le déclin des religions et des idéologies qui donnaient une explication du monde, commandaient ou guidaient les comportements, et promettaient, au bout du chemin, la récompense. La plupart des Français - que quelques vacances séparent encore du troisième millénaire - n'attendent plus ni la terre promise, ni le bonheur éternel, ni l'avènement du prolétariat. Ils n'ont plus, pour les guider, ni paradis, ni enfer, ni grand soir, ils ne croient même plus aux bienfaits obligés d'un progrès irrésistible. Cela déjà change le citoyen. Peut-on avancer que la patrie elle-même a perdu son importance dans chacun de nos destins ? Pour nos grands-parents, pour nos parents, pour certains d'entre nous, elle fut raison de vivre et de mourir. Les guerres - de conquête, de défense, de revanche - imposaient des devoirs, obligeaient à des sacrifices. Même la paix, quand elle préparait la guerre, offrait des directions sûres. Or l'amour sacré de la patrie ne fait plus vivre. L'histoire a eu raison de la vieille haine franco-allemande ; l'Europe, même peu ou mal faite, symbolisée par nos passeports, a envahi nos mentalités ; la familiarité de l'avion, l'évasion à portée de main ont déplacé, transformé la jeunesse. Surtout la force de l'image, de l'écran, nous a promenés à travers le monde. Des générations sont venues qui ont passé les frontières, au point souvent de ne plus les voir ni les comprendre. Parfois la patrie redevient un rêve, le temps d'un défilé, d'un discours, d'un exploit, le temps surtout d'un match de foot ou de tennis. Mais il faut consentir cette évidence : dans les temps ordinaires, la patrie ne fournit plus ni morale, ni devoir, ni espoir.

Ce nouveau citoyen, qui n'a plus ni dogme ni patrie pour le conduire, il faudrait le regarder de plus près. La vie est devenue son essentielle valeur, sa vie et celle de ceux qui lui sont proches, la vie et aussi le bonheur, si même ce mot ne recouvre rien de précis, seulement un état agréable de tous les jours. L'on ne s'étonnera pas que la santé, la jeunesse, la beauté, le confort, l'argent qui les promet et souvent les apporte, soient les compagnons souhaités d'une vie qui n'ira pas au-delà de la vie, une vie devenue la seule raison de vivre.

Sans doute aussi ce citoyen vit-il

à très court terme, à trois mois, à six mois, à l'échéance de Noël ou des vacances. Le long terme semble absurde dans un temps que les progrès scientifiques et techniques, les bouleversements de la culture, les secousses du siècle rendent imprévisible. Prodigieusement accélérée, l'information n'a cessé d'accroître la volatilité de l'Histoire. Peu importe que nous vivions plus vieux : voici venu un temps sans lendemain, où l'enfant incarne la seule continuité, l'enfant et parfois la maison et parfois les arbres, un temps très long en vagues perspectives, très court en vrais projets, un temps qui oblige à se passer du temps.

Un citoyen pessimiste et lucide, que n'éclaire aucune lumière universelle, aucune promesse d'éternité ? Mais un citoyen mieux informé, et plus mature qu'autrefois. L'enseignement obligatoire, la diffusion de la culture, et aussi la fréquentation des médias, de tous les médias, et encore les voyages, pour ceux, de plus en plus nombreux, que la malchance ou la sagesse n'a pas enfermés chez eux, nous ont apporté des connaissances nouvelles, même partielles, même éclatées, et aussi des instruments nouveaux de jugement, une capacité à lire le politique, à le décrypter. Bien sûr, ce citoyen aime le spectacle, les affrontements le distraient. Il est sensible aux modes, il est séduit par les vedettes, et ce ne sont que des effets parmi les autres des temps nouveaux. Mais il est plus informé, plus exigeant que ses parents. Il est vite critique, et capable de dégoûts. Capable aussi, comme chacun, d'aimer son pouvoir, de prendre plaisir à chasser les équipes en place pour signifier son mécontentement, pour rappeler qu'il est le vrai maître.

Portrait du politique espéré

Observons-le un instant, ce nouveau citoyen. Sans doute ne croit-il plus aux projets politiques qui prétendent tout investir. Il se méfie des programmes totalitaires, il les soupçonne vite d'agiter des mots. Il ne s'intéresse guère aux longues prévisions : le bonheur, au bout du progrès, ou après la Révolution, ne le concerne plus. Il n'est pas si replié sur lui-même qu'on le dit : mais ni l'amour de l'homme ni la solidarité d'une classe sociale ne parlent vraiment à son cœur. Il aime ce qu'il connaît, ce qu'il voit, un monde proche, sa famille, son logement s'il en a un, parfois sa cité, souvent sa voiture. Il respecte, il affectionne les animaux et les plantes qui l'entourent. Il est capable de s'engager pour aider les autres, de se dévouer même, pourvu que les autres aient un nom, un visage, et qu'il soit sûr de vraiment les aider. L'amour de tous ou de chacun lui semble inutile, portant des promesses trop lointaines ou des projets gonflés de vent. La fraternité finale, celle du paradis ou du grand soir, il n'a plus envie d'œuvrer pour elle.

Ce citoyen est-il indifférent à la politique, ce dont il est souvent accusé ? On peut penser au contraire que le citoyen d'aujourd'hui pose au politique, parce qu'il attend beaucoup de lui, de nouvelles et sévères exigences.

La principale exigence pourrait être une revendication morale. L'homme politique espéré ne devrait être ni corrompu ni malhonnête, il devrait ne pas soumettre l'intérêt général à ses intérêts particuliers. Il devrait encore ne pas feindre, ne pas ruser. Devant son écran de télévision, écoutant sa radio, le citoyen nouveau est devenu capable de déceler, derrière les mots et les mimiques, la vacuité, le mensonge, ou l'astuce.

Cette exigence morale, il est probable qu'elle revendique aujourd'hui la compétence. Longtemps, la politique fut indifférente à celle-ci. La chose publique n'était ni si spécialisée ni si compliquée que l'habileté et le verbe n'y puissent suffire. Le reste était l'affaire des administrations. Pour chacun ou presque, la compétence est aujourd'hui devenue une exigence, et aussi le travail et le sérieux du travail, qui ne sont pas seulement vécus comme des nécessités du métier, des instruments de la réussite, mais aussi comme des devoirs moraux. Ainsi pourrait se dessiner le portrait du politique espéré : intègre, sincère, compétent, soucieux de parler sérieusement à des citoyens majeurs. Si par surcroît ce politique était capable d'écouter, de comprendre autre que soi, et aussi, pourquoi pas, d'être drôle le temps d'un sourire, il vérifierait

que n'existe nul vrai mépris du politique chez le citoyen.

III. - Reprenons notre radiographie, regardons autrement ces tâches inquiétantes. Le vote écologique ? Plutôt qu'un rêve décadent - la revendication suspecte d'un retour à la terre, la terre qui ne mentirait pas, - on peut y voir une revendication morale diffuse, celle du respect de la vie, de toute vie même minuscule. On peut y observer aussi l'idée lucide que le développement industriel et commercial ne suffit pas à assurer le bonheur de l'homme, et que les forces du capitalisme, même habillées du beau manteau de la liberté, travaillent pour elles plus que pour nous. Une certaine innocence ? Plutôt une certaine maturité, ou, si l'on préfère, une forme de sagesse. Qu'un combat politique soit précis, limité, et non plus vague et totalitaire ? Que l'homme soit capable de dénoncer le mythe d'un progrès obligé ? Qu'il manque aux écologistes des programmes bien construits, des chefs rayonnants, qu'il y ait, dans leurs revendications, une part d'outrance, de luxe aussi - car leur projet ne peut être celui des exclus - n'empêche que les votes écologiques peuvent dire les tâtonnements d'une morale ou d'une éthique qui s'intéresse à la vie et au bonheur.

Les votes du Front national ? On en dénonce aisément le pire, la séduction fasciste, entretenue par des démagogues, la permanence de l'idéologie vichyssoise. On pourrait aussi redouter, dans cette extrême droite, une sinistre tradition française, plus que centenaire, qui fut, au siècle passé, nourrie par l'Eglise et par l'armée, et qui a longtemps trouvé, chez les intellectuels français, une forte audience. De Boulangier à Le Pen, avec le relais de Pétain, la permanence est remarquable : idéologie du repliement sur soi, sur le vieux jardin français, sur la Nation supérieure, rejet des étrangers, sous tous leurs affreux visages - Juifs hier, Arabes aujourd'hui - tous, comme disait Barrès, « points de pourriture sur notre admirable race », et encore dénonciation du « bouc émissaire » responsable de nos maux, ce coupable né qui nous innocente. Sans ces Juifs, sans ces Arabes, sans ces étrangers, que les Français seraient heureux ! « Tout paraît impossible, ou affreusement difficile, constatait Maurras, sans cette providence de l'antisémitisme. Par elle tout s'arrange, s'aplanit et se simplifie. » Ce vieux message, M. Le Pen l'a repris, il a su l'adapter à son temps.

Réfléchir davantage

Mais à ne voir, dans les votes venus au soutien du Front national, que le fascisme en marche, on se rassemble, on se retrouve, mais on se dupe. Serait-il déplacé de réfléchir davantage ? De reconnaître que beaucoup de ces votes portent avec eux les révoltes de la misère, les peurs de la vieillesse, les rancœurs de l'exclusion sociale, la détestation de la démocratie bourgeoise et de tous les privilèges qu'elle organise ou maintient, ce dont nous sommes tous responsables ? De constater aussi que cette revendication systématique de sécurité - portée par la propagande et par la peur jusqu'à la haine - est le fruit, trop mûr, des combats démocratiques ? Serait-il choquant d'observer que notre démocratie a tenu, tient encore, la liberté pour inséparable de la sécurité ? Que la sécurité de l'emploi, la sécurité de la retraite, la sécurité de la santé, furent les grandes conquêtes de la démocratie, exprimées dans les devoirs de notre Etat-providence, et qu'il n'est pas raisonnable de dénoncer l'idéologie sécuritaire alors que celle-ci a été nourrie de tous les droits acquis au nom du progrès social ? L'idéologie de la sécurité est inséparable de l'histoire de la démocratie française. La voici sans doute exploitée, détournée, muée en haines. Est-ce suffisante raison pour excommunier ces votes égaux, pour reprocher à ceux-là seuls la mentalité dont chacun d'entre nous a reçu quelque chose, sous le poids des protections accumulées, enfin pour rejeter ceux dont la sécurité écarte aujourd'hui toute raison de vivre, et souvent toute morale ?

De même faut-il aller vite pour voir dans la survie du Parti communiste une aberration, comme si les communistes français devaient être obligés de porter le poids sinistre de la dictature soviétique, obligés de disparaître écrasés par la honte et l'Histoire. Les votes communistes peuvent dire, à leur manière, la fidélité à une idéologie qui rêvait d'une revanche des pauvres, des parias, l'attente d'un jour où les vaincus deviendraient vainqueurs, une idéologie qui fut dévoyée. Ils peuvent dire aussi la fidélité à un parti qui fut souvent aveugle et s'obstina à le rester, mais dont l'action, dans le progrès social, et dans la résistance à l'Allemagne fasciste, ne pourra être oubliée. Ces votes peuvent enfin exprimer une revendication

morale : la détestation de l'argent, le refus entêté - même condamné par l'Histoire - d'un système capitaliste ordonnateur d'injustices et dont le procès n'est pas forcément achevé. Rien qui puisse nous faire ni peur ni peine. Regardons enfin l'ombre la plus large sur l'écran : le rejet des partis politiques, de gauche et de droite, qui, depuis vingt ans, se sont partagé le pouvoir. Comment ne pas admettre, avec ce citoyen insatisfait, que ces partis, et les hommes qui les incarnent, le regardent souvent sans le voir ? Qu'ils sont tentés de gouverner, de s'opposer, de parler, d'agir et sans doute de penser comme il se faisait dans les Républiques troisième et quatrième ?

Le conservatisme des élites

L'infortune d'un bon nombre de politiques, de gauche et de droite, est sans doute d'avoir mal compris le monde d'aujourd'hui. Il serait injuste de leur en faire grief, car le vieillissement de la politique n'est pas isolé : l'éducation nationale, la fonction publique, la justice, une bonne part des entreprises françaises, sont demeurées ainsi figées, crispées sur leur passé, répétant leurs modèles, croyant le moderniser : à coup de formules ou par les miracles de la communication, impuissantes à vivre leur temps. Et peut-être cette difficulté d'adaptation, ce conservatisme des élites est-il une continuité de notre histoire. Regardons à gauche : beaucoup de nos amis socialistes n'ont pas vu qu'en un quart de siècle un autre citoyen était venu. Ils n'ont pas compris la désuétude de leurs discours et de leurs comportements. Ils n'ont pas vu que dans un monde où l'argent devenait roi on attendait d'eux, encore plus que des autres, cette forme d'héroïsme vertueux : qu'ils ne fussent jamais corrompus. Ils ont épousé la passion française des privilèges, ils ont aimé les signes aristocratiques, quand on espérait d'eux le contraire. Ils n'ont pas vu qu'on leur reprochait moins leurs échecs que leur incapacité à les admettre, à les expliquer ; ils n'ont pas compris que leurs revirements idéologiques eussent pu sembler très raisonnables sous la condition d'être assumés. Ils ont cru à la majesté du pouvoir exercé quand on espérait d'eux la modestie d'une mission bien remplie. Ils n'ont pas vu que le citoyen devenait insensible aux égalités rêvées, aux appels d'une fraternité théorique, mais qu'il posait, comme première exigence, le respect de sa dignité. Ils n'ont pas compris que l'indifférence ou la rudesse des administrations, la fréquente arrogance du pouvoir et de ses serviteurs, l'ignorance des exclus sociaux, tout risquait d'offenser ce citoyen nouveau. Faudrait-il alors que ce citoyen regarde vers la droite ? Il observe la même conception d'un citoyen immature - souvent plus caricaturale encore - et un pire mépris. Mais le grand avantage de la droite, dans le moment, est de ne pouvoir être congédiée faute d'être en place.

IV. - Ainsi souffrons-nous les inconvénients d'une classe politique souvent archaïque, et qui, enfermée dans ses rivalités et ses recettes, ne cesse de s'éloigner davantage du pays qu'elle a mission de gouverner. D'où viendra le progrès ? De tous ceux qui voudront bien comprendre que la politique est désormais attendue, non comme une suite de recettes, de mots et de gestes, mais comme une véritable école d'intelligence, de compétence et de dévouement.

Absurde exigence, celle d'un personnel politique qui serait moins médiocre que nous et décidé à ne pas nous ressembler ? Héritiers de religions et d'idéologies exclusives, nous sommes intolérants, injustes, calomnieux ; vous, qui nous représentez, ne soyez pas tels ! D'instinct, nous sommes racistes : aidez-nous à nous guérir de cette infirmité. Nous vivons égoïstes, jaloux, repliés : prenez-nous par la main pour nous emmener vers les autres. Nous sommes avides de privilèges : apprenez-nous à les mépriser. Nous sommes portés à la servilité, nourris de vanité : révélez-nous les mérites de l'indépendance, ne nous encouragez jamais à nous croire et à nous dire supérieurs. Nous vivons à trop court terme, à l'échéance de l'été, ou des week-ends : travaillez sur les perspectives à long terme, aidez-nous à regarder vers le millénaire qui vient. Si nous sommes livrés aux caprices des modes, enseignez-nous l'art de nous en moquer. Et si nous aimons trop les vedettes, ne vous soumettez pas à nos plus mauvais goûts.

Ceux qui font appel au pire de nous savent que ce pire existe, et qu'ils peuvent compter sur lui. Cette tâche, M. Le Pen la remplit bien. Ce que beaucoup attendent, espèrent aujourd'hui du politique, c'est qu'il ait l'intelligence, et le cœur, de faire appel au meilleur d'eux.

JEAN-DENIS BREDIN

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Les nations éclatées

Les événements de Yougoslavie - après ceux du Liban - montrent à quels drames peuvent mener l'effondrement des Etats et les affrontements interethniques. Mais se pose maintenant la question de la contagion de ces processus de désintégration.

L'URSS a disparu, la Yougoslavie a explosé, la Tchécoslovaquie est menacée... Un peu partout, à l'est, les nations se délitent, sous la poussée des séparatismes ethniques. Comme si les Etats n'étaient là que pour maintenir, par la contrainte, une unité de façade entre des communautés prêtes à se déchirer.

Les événements de Yougoslavie ont soudain fait comprendre la charge effrayante que contenaient ces antagonismes et le danger qu'ils représentent pour la paix internationale. Le monde - et l'Europe en particulier - observe, impuissant, ce déchaînement de violence, avec l'espoir incrédule qu'il se limitera à des querelles de clocher et s'arrêtera de lui-même.

Malheureusement, le propre des conflits de ce type est d'échapper à toute rationalité et d'être portés à la contagion. Joseph Krulic, dans le dossier de la *Nouvelle Alternative* consacré à « la tragédie yougoslave vue de l'intérieur et par ses voisins post communistes (Albanie, Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Slovaquie) », attire l'attention sur le caractère particulier de ces guerres, dont l'enjeu est le contrôle des populations et où l'alternance des cessez-le-feu (pour rassurer l'opinion internationale) et des actes de barbarie (pour impressionner l'adversaire) illustre une même politique de grignotage visant à s'assurer la maîtrise de parcelles de territoire. Guerre psychologique, reposant sur la tension, la haine et la peur, mais aussi guerre anarchique, qui suscite la multiplication de bandes armées d'autodéfense, échappant progressivement au contrôle des politiques.

Scénario catastrophe dans l'ex-URSS

Jusqu'où la désintégration peut-elle aller, une fois le processus engagé ? Cette question angoissante est au cœur du numéro que la revue *Hérodote* consacre à l'ex-URSS et qu'elle appelle précisément : « Cela s'appellait l'URSS et après... » L'ombre de la Yougoslavie plane sur cette étude, avec toutefois cette différence que si les querelles entre Serbes, Croates ou Bosniaques gardent, pour nous, des allures de guerres picrocholine, ce qui pourrait se passer dans l'ex-URSS, si par malheur les passions se déchaînaient, prendrait les dimensions d'une catastrophe mondiale. Tel est de moins le sentiment d'Yves Lacoste, le directeur de la revue. « Le pire est à craindre, écrit-il, et d'abord, dans le cadre de ce que l'on appelait l'URSS, une série de guerres : guerres d'indépendance menées par des minorités contre les Russes ou contre un autre groupe dominant, mais aussi guerres entre Républiques voisines qui se disputent des territoires pour des raisons nationales et s'ils recèlent des ressources intéressantes... Le pire, c'est aussi, au plan mondial, les conséquences de la diffusion à vil prix de toutes sortes d'équipements militaires, depuis les croiseurs lourds, les sous-marins nucléaires, les avions les plus sophistiqués, les fusées à plus ou moins grand rayon d'action, jusqu'aux canons et chars d'assaut vendus au poids. »

Car le danger principal est bien l'accélération du processus de désintégration à l'intérieur même de la Russie (« Et si la Russie éclatait à son tour ? », s'interroge Jean Radvanyi) et la multiplication de pouvoirs autonomes - souvent issus de l'ancienne bureaucratie communiste - installés par la force et cherchant à contrôler à leur profit les populations et l'économie, avec l'appui des mafias locales et des puissances étrangères. On verrait alors d'immenses territoires, aux ressources naturelles et stratégiques considérables, se

transformer en terrains d'affrontement entre les grandes puissances militaires et industrielles mondiales.

Ce scénario catastrophe n'est sans doute pas inéluctable, mais il suppose, pour être enrayé, que se constituent des entités nationales et fédérales suffisamment fortes pour arrêter les processus de décomposition et que les grandes puissances comprennent que leur intérêt est de soutenir cette restructuration interne. Ainsi Jacques Sapir estime que la Communauté européenne a une « opportunité historique » à saisir, en aidant la CEI à constituer une véritable union économique, seul moyen, pour ses Etats, de sortir d'une crise dont les conséquences sociales et politiques risquent d'être dramatiques.

Les chemins de l'aliénation

Avec leur empilement de populations innombrables, souvent redistribuées de façon arbitraire, au cours de l'histoire, au hasard des guerres, des traités ou des déportations massives, l'ex-empire soviétique et l'Europe de l'Est constituent des puzzles ethniques inextricables. Mais ce ne sont pas les seules régions à connaître cette situation, comme le montre de façon remarquable le numéro que *Panoramiques* consacre au « tribalisme planétaire ». Faisant le tour de cent soixante pays, *Panoramiques* présente une véritable encyclopédie ethnographique qui montre à quel point la survie de l'humanité tient à sa capacité à admettre et à organiser la coexistence entre les innombrables groupes qui la composent. Si la constitution de grands empires autoritaires finit toujours mal, à l'inverse le repli sur des communautés de base se traduit toujours par l'écrasement des individus et d'incessantes compétitions interethniques. « Toute dépendance à un groupe restreint, qu'il soit tribu ou nation, quelle que soit sa légitimité affective et même culturelle, se paye cher », écrit Albert Memmi.

S'il est un pays qui a payé cher l'effondrement de l'Etat et l'affrontement des tribus, c'est bien le Liban. Comme le montre Joseph Maïla dans le dossier que *les Cahiers de l'Orient* consacrent à la « normalisation » consécutive aux accords de Taëf, les affrontements entre les clans qui ont détruit le pays n'étaient que le prolongement des conflits régionaux et le prétexte aux interventions étrangères. Loin de permettre la reconstruction d'un Etat indépendant, la paix précaire qui s'est installée n'est que la reconnaissance de l'hégémonie syrienne. « De l'accord de Taëf, le prix exigé pour la stabilité fut la liberté. Le constater n'est pas remettre en cause les acquis fragiles du processus en cours au Liban. C'est simplement en indiquant les tragiques limites... »

Et pour Joseph Maïla, le constat le plus amer est la rapidité avec laquelle les responsables politiques libanais se sont mis au service des maîtres syriens. « S'en remettant totalement à la Syrie pour gérer des conflits dont on peut penser qu'ils profitent d'abord à Damas, sollicitant même l'arbitrage syrien sur des règles de fonctionnement interne ou sur des prises de position régionales, la classe politique libanaise, écrit-il, s'aménage elle-même les chemins de son aliénation. »

L'exemple libanais montre à quel point, lorsque la nation a éclaté, les affrontements communautaires aboutissent à ce contre quoi ils prétendaient lutter : la soumission à une domination étrangère.

► *La Nouvelle Alternative*, n° 25. Mars 1992. 60 F. 44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.
- *Hérodote*, n° 64. 1^{er} trimestre 1992. 110 F. La Découverte.
- *Panoramiques*, n° 5. 3^e trimestre 1992. 150 F. Arléa Corlet. 21 route de Vire, 14110 Condé-sur-Noireau.
- *Les Cahiers de l'Orient*, n° 24. 4^e trimestre 1991. 80 F. 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guio
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontana (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10